

Unité départementale de l'Oise
283, rue de Clermont
ZA de la Vatine
60000 Beauvais

Beauvais, le 24/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

HUTTENES ALBERTUS FRANCE

ZI de Pont-Brenouille
BP 309
60700 Pont-Sainte-Maxence

Références : IC-R/324/25-AL/SL
Code AIOT : 0005101473

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2025 dans l'établissement HUTTENES ALBERTUS FRANCE implanté ZI de Pont-Brenouille BP 30309 60723 Pont-Sainte-Maxence. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HUTTENES ALBERTUS FRANCE
- ZI de Pont-Brenouille BP 30309 60723 Pont-Sainte-Maxence
- Code AIOT : 0005101473
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Les principales activités exercées par la société HUTTENES-ALBERTUS sur son site de PONT-SAINT-MAXENCE sont la fabrication de produits chimiques (résines urée formol, urée formo-furanique, formo-phénoliques) et la production de générateur de carbone brillant et d'enduits. Les principaux clients sont des fonderies liées au marché automobile. Le site est encadré par l'arrêté préfectoral du 18/06/2013. Le site est classé SEVESO seuil Haut.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Perte d'utilités
- SGS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Alimentation en énergie et utilités associées (1)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
2	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
3	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
4	Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
5	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Sans objet
6	Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secours) (4.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
7	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Sans objet
8	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Plan d'action (6)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site dispose d'équipements de secours en cas de perte d'électricité. Ces matériels sont testés et contrôlés régulièrement. Les équipements sont dimensionnés pour les besoins du site et sa mise en sécurité en cas de perte d'électricité.

L'exploitant a mis en place une procédure pour gérer la perte d'électricité et forme le personnel à cette procédure. Il a toutefois été relevé deux observations pour lesquelles des éléments de réponse sont attendus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Alimentation en énergie
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]
Constats : Le site est alimenté en électricité. Un poste HT distribution de 1 500 kVA est implanté en limite de propriété. L'exploitant a présenté le plan des réseaux électrique et terre n°00-350 du 4 avril 2022 modifié le 26 août 2008. Le compteur est relié à l'armoire de répartition générale implantée dans le local TGBT1. A partir de cette armoire, différents départs permettent d'alimenter les différents secteurs du site. Dans le cadre de la visite d'inspection, il a été retenu les phénomènes dangereux 19 et 20 de l'étude de danger (19 : éclatement du disque de rupture d'un réacteur et 20 : explosion d'un réacteur de production à chaud). Le local TGBT 4 alimente les réacteurs. En cas de défaillance électrique du site et du process, des voyants au niveau du TGBT1 permettent de vérifier s'il y a une source de courant ou non (voyant "EDF" vert ou rouge). Dans ce

cas, le chauffage et l'agitation dans les réacteurs ne se font plus. Des alarmes sonores se mettent en marche en cas de perte de refroidissement et d'agitation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 56

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]

Constats :

L'exploitant mentionne qu'en cas de perte d'électricité les équipements se mettent en sécurité positive. La chaudière s'arrête, donc la chauffe sur les réacteurs est coupée (absence d'exothermie), le local refroidissement ne répond plus mais en cas de besoin, les opérateurs peuvent utiliser l'eau de ville grâce à la manipulation de vannes manuelles.

Suite à la coupure électrique, le groupe électrogène de 800 kW prend le relais automatiquement au bout de quelques secondes. Il est en pleine charge et permet d'alimenter l'intégralité des équipements de l'usine au bout de 3 minutes environ. Pour relancer les équipements, les opérateurs doivent les réarmer.

L'exploitant déclare qu'il possède un numéro d'urgence électricité en cas de besoin.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 56

[...] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.

Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]

Constats :

L'exploitant a rédigé une procédure sur la perte d'utilité électrique référencée SQ.PERT.01.

Suite à une coupure électrique, les équipements suivants se mettent en sécurité positive :

- > chaudières ;
- > pompes à vide ;
- > pompes ;
- > agitateurs.

L'exploitant mentionne que les automates sont sur onduleurs :

- > gestion des alarmes d'agitation, de refroidissement, niveaux ...
- > gestion du fonctionnement du refroidissement.

L'autonomie des onduleurs est d'environ 2h. Les automates sont ensuite alimentés par le groupe électrogène dès sa mise en route.

Le groupe électrogène de 800 kW prend le relais automatiquement au bout de quelques secondes. Il est en pleine charge et permet d'alimenter l'intégralité des équipements de l'usine au bout de 3 minutes environ.

L'exploitant a également présenté la procédure MY.1340 03 concernant le démarrage et l'arrêt du groupe électrogène. Si le groupe électrogène ne démarre pas, il est possible de le démarrer manuellement.

En cas de défaillance / non reprise du réseau par le groupe électrogène, l'exploitant surveille la température dans le réacteur. Si la température augmente, les opérateurs doivent refroidir à l'aide du réseau eau de ville (manipulation manuelle des vannes). Si le refroidissement ne suffit pas, l'introduction d'eau dans le réacteur est nécessaire.

Pour relancer les équipements de l'usine, les opérateurs doivent les réarmer. Ce réarmement se fait à l'aide d'une procédure interne référencée FB.REAR.03.

Concernant l'extinction incendie automatique (atelier résine, dépotage camion, RT 2214 et zone de stockage de matières premières), les centrales incendie sont sur le réseau ondulé et le groupe motopompe est sur batterie. Aucun réarmement ne doit être réalisé. L'installation restera active et autonome à la reprise du groupe électrogène. Si le groupe ne reprend pas le relais, l'extinction fonctionne en autonomie entre 1h et 2h. Au-delà des deux heures, si la température des réacteurs n'est toujours pas contrôlée, les opérateurs introduisent de l'eau à l'aide du réseau d'eau de ville (manipulation manuelle des vannes), afin d'arrêter la réaction.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 59« Consignes d'exploitation et de sécurité.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ; -les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ; -l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ; -les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; -Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements. <p>L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.</p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> -l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ; -les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; -les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; -les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens

<p>d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</p> <p>-les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;</p> <p>-la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;</p> <p>-l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;</p> <p>-l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Les procédures en cas de perte d'alimentation électrique ont été vues au PC n°3.</p> <p>Les procédures de réarmement et de démarrage/arrêt du groupe sont signées par la direction technique, les chefs d'équipe et les responsables de fabrication.</p> <p>Le chef d'équipe production mentionne qu'une formation à la manipulation du groupe électrogène et au réarmement après coupure électrique a lieu une fois par an pour l'ensemble du personnel de production. Les formations réalisées ne sont pas consignées.</p> <p>Un test est réalisé chaque mois pour la mise en fonctionnement du groupe électrogène en mode manuel et pour le réarmement des équipements. L'exploitant a présenté la check list mensuelle du chef d'équipe dans laquelle sont mentionnées les dates d'essai. Le dernier essai a été fait le 6 juin 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Observation n° 1 : l'exploitant consignera les formations réalisées dans le cadre des formations du personnel aux procédures en cas de perte d'alimentation électrique.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 64 «Équipements à l'arrêt.</p> <p>En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.</p> <p>Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en</p>

<p>service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).</p> <p>Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements.»</p>
<p>Constats :</p> <p>La surveillance des installations en cas de perte d'électricité est assurée par les équipements en place comme décrit aux points de contrôle précédents. Les automatismes sont secourus et permettent ainsi de connaître l'état des installations (niveau, détecteurs...).</p> <p>Le groupe électrogène permet la poursuite de la production (après réarmement des équipements) et permet également de recharger les onduleurs (autonomie de deux heures). La capacité de la cuve de stockage de fioul est de 20 000 litres. L'exploitant mentionne qu'il surveille le niveau de fioul pour toujours avoir un stockage minimum dans la cuve de 8 000 litres et que la consommation du groupe électrogène est de 2 000 litres/jour.</p> <p>L'autonomie de fonctionnement sur le groupe électrogène est de trois jours minimum.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 « Utilités.</p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Les moyens de secours électriques mentionnés dans les procédures présentées dans les points de contrôle précédents sont représentés sur le plan des réseaux électriques du site n°00-350 visé au</p>

PC n° 1.
Lors de la visite, il a été constaté la présence d'un groupe électrogène près du local TGBT 1.
Le groupe électrogène est testé tous les mois en charge en capacité réelle (de 2h à 1 journée).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7
Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique
Prescription contrôlée : Arrêté du 26/05/2014 Art. 7 « Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel. »
Constats : Le dimensionnement des installations de secours a été réalisé par les concepteurs de l'usine à l'origine. L'exploitant réalise régulièrement des tests en charge de l'ensemble des installations du site. Ces tests ne démontrent pas d'inadéquation entre les équipements consommateurs et les moyens de secours mis en œuvre. Les onduleurs ont une autonomie de 2 heures. Le groupe électrogène a une autonomie de plus de 3 jours (présence de 8 000 litres de fioul en permanence). Ces délais sont en adéquation avec le temps nécessaire pour mettre en sécurité les installations du site. L'exploitant mentionne qu'il vérifie le niveau de la cuve du fioul (par pige) et dès que le niveau est inférieur à 10 000 litres, il demande une livraison de 10 000 litres via une plateforme de la société TOTAL. La livraison a lieu dans la journée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52
Thème(s) : Actions nationales 2025, Maintenance et test
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 52 « Maîtrise des procédés. Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des

paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.

Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.

Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »

Constats :

L'exploitant fait réaliser un entretien annuel du groupe électrogène, pour la visite électrique, par la société LEPRON.

Il a présenté une fiche d'intervention de la société LEPRON du 20 mars 2024.

Cette fiche fait mention de 4 travaux à prévoir :

- refaire l'étanchéité de l'admission de gasoil : prévoir colle résistant au gasoil ;
- vidange et nettoyage du réservoir journalier ;
- prévoir remplacement des batteries au prochain entretien ;
- mise à jour du contact du responsable maintenance.

L'exploitant a également présenté la fiche d'intervention de la société LEPRON du 14 février 2025.

Les batteries ont été changées. Il y est fait mention de 3 travaux à prévoir :

- refaire l'étanchéité de l'admission de gasoil : prévoir colle résistant au gasoil ;
- vidange et nettoyage du réservoir journalier ;
- devis de remplacement du bouton rotatif MICS TELYS.

Une visite mécanique est également réalisée annuellement par la société LEPRON. La dernière visite a été faite le 5 novembre 2024 (vidange huile moteur, remplacement filtres...).

Concernant les onduleurs, l'exploitant fait intervenir la société EATON pour un contrôle annuel. Il a présenté le dernier rapport d'intervention du 8 novembre 2024. Lors de ce contrôle, 64 batteries ont été remplacées. Il est mentionné que les onduleurs fonctionnent parfaitement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation n°2 : Les fiches d'intervention de la société LEPRON pour le groupe électrogène mentionnent depuis deux années de suite les travaux à prévoir ci-après :

- refaire l'étanchéité de l'admission de gasoil : prévoir colle résistant au gasoil ;
- vidange et nettoyage du réservoir journalier.

L'exploitant transmettra un plan d'action concernant ces deux travaux à réaliser.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en conformité
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art 56 « Utilités. [...] Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026 »
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant précise que l'ensemble des MMR sont à sécurité positive, c'est à dire qu'en cas de manque d'énergie (électricité) les équipements se positionnent dans les conditions de repli mettant en sécurité les installations.
Type de suites proposées : Sans suite